

À propos de : Justine Brabant, « *Qu'on nous laisse combattre, et la guerre finira* ». Avec les combattants du Kivu (préface de Rony Brauman), Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2016.



CT : En lisant ton ouvrage, on apprend peu de choses sur les conditions de réalisation de ton enquête dans les Kivus. Comment en es-tu venue à t'intéresser à cette région si singulière et pourquoi avoir porté la focale sur le parcours des seuls combattants ?

L'une de mes premières « rencontres » avec les Kivus date d'il y a six ans. À l'époque, je lisais la presse régulièrement, et je le faisais avec d'autant plus d'attention que je travaillais comme journaliste chez Arrêt sur images – rédaction où l'on prenait un certain plaisir à recenser les questions internationales qui n'intéressaient pas les médias *mainstream*. Bref, je pensais être raisonnablement informée sur ce qui se passait dans le monde. Jusqu'à ce que je tombe sur un article de Nicholas Kristof à propos de la RDC.

Kristof est une star du journalisme américain : éditorialiste pour le *New York Times*, deux fois prix Pulitzer. Il s'est fait une spécialité des sujets « droits de l'Homme ». En mars 2010, donc, je tombe sur un article qu'il a écrit depuis Bukavu, au Sud-Kivu, et qui commence comme ça : « On se demande aujourd'hui comment chefs d'État, journalistes, religieux ou citoyens ordinaires ont pu fermer les yeux sur le meurtre de 6 millions de Juifs pendant l'Holocauste. Et nous sommes persuadés que nous n'aurions pas fait comme eux. Pourtant, à ce jour, la guerre dans l'est du Congo a non seulement duré plus longtemps que l'Holocauste, mais elle a été plus meurtrière, avec un bilan estimé à 6,9 millions de morts. Et que faisons-nous ? »

Je ne comprends pas comment je n'ai pas pu être au courant. L'année suivante, je décide de travailler plus en profondeur – et cette fois dans un cadre académique – sur la

médiatisation des guerres à l'Est de la RDC. Je veux démontrer que c'est un « conflit oublié », et comprendre pourquoi. Sauf que, je le comprends au bout de quelques semaines de plongée dans les archives, la RDC n'est pas si oubliée que ça : la presse nationale généraliste l'évoque assez régulièrement. Pas assez, certainement, mais pas moins que les autres grandes guerres du moment. Les humanitaires y sont présents en nombre, et les Nations unies y financent depuis 1999 la plus importante mission de maintien de la paix du monde en termes de budget (la MONUC, devenue MONUSCO).

Je réoriente mon travail sur une question plus précise : la manière dont la presse française a traité d'un mouvement armé en particulier, les groupes mayi mayi. L'étiquette « mayi mayi » désigne un conglomérat de petits groupes armés dits « d'autodéfense », qui recrutent généralement localement, et tirent leur nom de « l'eau magique » (eau se dit « mayi » en swahili) dont ils s'aspergent avant de partir au combat et qui est réputée les rendre invincibles.

Entre les reporters qui pensent que « mayi mayi » est un adjectif qui désigne une ethnie (une, je cite, « tribu aux traditions guerrières »), ceux qui font manifestement une fixation sur la nudité de certains de ces combattants (pour m'a part, je n'ai jamais croisé de Mayi Mayi combattant nu, même si cela a certainement existé), et ceux se répandent en lexique exotisant (ce sont des « guerriers traditionnels », un mouvement « aux relents mystiques », leurs combats relèvent du « tribalisme sauvage »), il y a de quoi faire...

Après cela, je saisis plusieurs occasions pour me rendre dans la région : j'étudie les conflits agropastoraux pour une ONG suédoise, je travaille à un nouveau mémoire de recherche sur les groupes mayi mayi, puis je produis un rapport sur la manière dont les combattants de la région perçoivent les humanitaires (pour l'International NGO Safety Organisation, INSO). En tout, je reste un peu plus de douze mois au Nord et au Sud-Kivu, étalés sur trois ans. Je passe une bonne partie de ces séjours avec des insurgés, des ex-insurgés et des militaires de l'armée congolaise (les FARDC).

Qu'on nous laisse combattre et la guerre finira est le fruit de ces terrains. Je m'y concentre sur les combattants, en cherchant à décrire aussi bien leurs trajectoires que leur quotidien, parce qu'il me semble que c'est un sujet essentiel, mais sur lequel il existe peu de choses accessibles aux non-spécialistes du Congo. Des amis chercheurs font un travail incroyablement précieux de « mapping » des groupes armés. Mais il faut des semaines et des semaines pour commencer à y voir clair dans les acronymes, les factions et les sous-factions qui s'entredéchirent (on estime qu'il y a entre 50 et 70 groupes armés actifs à l'Est de la RDC) ! Dans mon livre j'essaie de restituer ce travail, mais surtout de faire comprendre qui sont ces gens qui ont décidé il y a vingt ans de prendre le fusil, et qui pour certains ne l'ont plus lâché depuis.

Ce ne sera que bien plus tard que je m'apercevrai des problèmes que pose le texte de Nicholas Kristof qui compare le bilan des guerres du Congo à celui de la Shoah, et en particulier son chiffrage de « 6,9 millions de morts »...

CT : Justement, les conflits armés qui frappent l'Est du Congo sont présentés comme les plus meurtriers depuis la Seconde guerre mondiale. Or, il semble que les chiffres avancés par certaines ONG, les média et les Nations unies, quant au nombre de morts et de viols commis sur le sol congolais, soient volontairement exagérés. Cette question est essentielle dans la constitution des guerres

congolaises en « cause humanitaire ». Peux-tu revenir sur l'origine et les méthodes de production de ces chiffres, que tu évoques rapidement dans ton ouvrage ? »

Effectivement, ces « sept millions de morts » souvent avancés posent problème. Dans mon livre j'interroge un ancien directeur de Médecins sans frontières (MSF), Jean-Hervé Bradol, qui a participé à la première enquête de mortalité rétrospective concernant le Congo-Kinshasa, en 1997. Il raconte les difficultés méthodologiques liées à ce type d'enquête, basées sur des questionnaires : comment les gens sont parfois incapables de dire si leurs proches sont morts ou ont été séparés de leur famille en fuyant la guerre, comment certaines zones sont de toutes façons inaccessibles pour les enquêteurs, etc.

Dans les années qui ont suivi, d'autres ONG ont poursuivi ce type d'enquêtes, mais en extrapolant largement les résultats. Ajoutez à cela le fait que le dernier recensement effectué en RDC date de 1984, le fait que les journalistes y ajoutent parfois eux-mêmes leur petite touche de calculs mathématiques sur un coin de bureau pour actualiser des chiffres parus quelques années plus tôt, et vous obtenez des données qui n'ont plus grand sens. Selon Bradol, tout ce que l'on peut dire raisonnablement est que les morts dus aux guerres en RDC « se comptent par millions ». Mais de là à dire combien..

Ce qui est remarquable, comme tu le soulignes, c'est que ces chiffres n'ont en soi aucun intérêt pour les ONG médicales d'urgence. Elles n'ont pas besoin de savoir cela pour opérer, ou mettre en place leurs programmes : elles s'appuient sur des données bien plus fines, localisées, rapportées à des pathologies ou des types de blessures précises. Alors, pourquoi persister à avancer ces chiffres ? Parce que diplomates, politiques, chercheurs, journalistes ne cessent de le demander. Bradol raconte que lorsqu'il cherche à alerter sur la situation dans les Kivus, on lui répond en substance : « D'accord, ils souffrent, mais combien ils sont ? ».

Dire cela ne signifie pas minimiser les conséquences économiques, sociales et sanitaires dramatiques de ces guerres. C'est simplement ne pas se résigner à mentir pour attirer l'attention sur la région.

CT : Ton récit s'ouvre sur la rencontre avec l'un des commandants de l'Est congolais, Mzee Zabuloni. Après avoir passé plusieurs années dans le maquis parmi les partisans de Patrice Lumumba, il devient, dans les années 1990, un important chef mayi mayi, pour finir sa carrière de combattant dans les rangs des forces armées régulières. Le parcours de Mzee Zabuloni est décrit comme emblématique des combattants de l'Est congolais. Pourquoi ?

Oui, Mzee Zabuloni me paraît emblématique d'une génération de combattants : ceux qui se sont illustrés lors de ce qu'on a appelé la « Première » puis la « Deuxième guerre du Congo » (1996-1997 puis 1998-2003). Socialisé aux armes au cours des grandes révoltes post-indépendances, il a été « rappelé » par son entourage et par des habitants de sa région afin de former, dans l'urgence, un groupe « d'autodéfense » pour faire face aux incursions rwandaises et ougandaises de la fin des années 1990. Cette trajectoire de jeune partisan lumumbiste (de Patrice Emery Lumumba, premier Premier ministre élu du Congo indépendant, assassiné en 1961) qui reprend du service près de trente ans plus tard lors des guerres du Congo se retrouve chez un certain nombre de chefs militaires congolais. Le plus célèbre d'entre eux est l'ancien président de la République congolaise : Laurent-Désiré

Kabila. Après avoir combattu auprès de Zabuloni, il reprendra les armes en 1996 à la tête d'une alliance rebelle. Il deviendra président de la République du Congo-Zaïre lorsque son mouvement armé parviendra à défaire les troupes du maréchal Mobutu.

La deuxième chose qui me paraît emblématique chez Mzee Zabuloni, c'est son rapport aux forces armées régulières. Il incarne l'idée, répandue chez les combattants des Kivus, que « le grade vient de la brousse ». Qu'est-ce que cela signifie ? Pour l'armée congolaise, Mzee a été tour à tour un allié et un adversaire, avant d'être recruté par cette même armée avec le grade de colonel. Ces va-et-vient, du statut d'insurgé à celui de soldat loyaliste, sont la norme pour les combattants de l'Est de la RDC.

La création d'une armée nationale rassemblant les adversaires d'hier est actée pour la première fois lors de l'accord de paix de Lusaka, en 1999. Elle est mise en œuvre quelques années plus tard grâce à une méthode de quotas. Les anciens Mayi Mayi se voient alors attribuer environ 10% des postes. Le principe de l'intégration d'anciens insurgés à l'armée nationale est, depuis, régulièrement utilisé dans les négociations entre le gouvernement et groupes armés (même si Kinshasa y a mis un léger frein, conscient des effets paradoxaux que ce système peut générer). C'est la raison pour laquelle certains jeunes combattants qui veulent devenir militaires de carrière choisissent de commencer par organiser un petit groupe d'autodéfense à l'échelle de leur village. Leur raisonnement est le suivant : plus ils rassembleront d'hommes, et meilleur sera le grade qu'ils pourront négocier avec les autorités lorsqu'on leur proposera d'intégrer l'armée régulière. Ce genre de trajectoire est perçue comme plus prometteuse que de débiter péniblement comme soldat du rang.

Enfin, troisième aspect que l'on retrouve chez d'autres commandants de groupes armés de sa génération : le fait d'avoir des enfants qui ont pris la relève. Le fils de Mzee, Fujo Zabuloni, tient un maquis sur les hauteurs d'Uvira, au Sud-Kivu, où je suis allé le rencontrer. Je cite d'autres exemples de ces « fils de » dans mon livre.

CT : La plupart de ces groupes armés des années 1990 et 2000 sont des groupes « d'auto-défense » locaux. Les Mayi Mayi sont les plus connus parmi eux. Ces derniers sont décrits par les médias occidentaux comme des analphabètes, des violeurs, des voleurs, motivés par le seul désir de gain et de violence. À rebours de ces récits alarmistes visant à dépolitiser les groupes armés en question, tu montres que la réalité du terrain est plus complexe et que certains de ces groupes se considèrent comme de véritables rebelles contre l'oppression étrangère (celle du Rwanda voisin notamment). Peux-tu revenir sur la genèse et les origines de ces groupes d'auto-défense ? Qui sont les combattants qui les composent ? Comment rejoint-on ces groupes armés ? Quel est le rôle joué par les fétiches dans la décision de prendre des armes ?

Je crois qu'il existe une image très parlante pour expliquer tout cela : c'est le sceau utilisé par un groupe mayi mayi actif au Sud-Kivu, les Mayi Mayi Yakutumba. Il représente les frontières du Congo, avec à chaque point cardinal, protégeant la frontière, un homme posté avec un bouclier et des armes rudimentaires : arc, machette, lance, houe.

Cette idée du bouclier, du dernier rempart à la frontière, est essentielle pour comprendre la constitution de ces mouvements qui s'autoproclament « d'auto-défense ». Les Mayi Mayi, je le disais, sont surtout connus dans la presse occidentale pour leur dimension mystique. Mais l'autre point commun à tous les Mayi Mayi (en dépit des différences de puissance,

d'organisation ou de stratégie qui existent d'un groupe à l'autre) est le caractère très local de leur recrutement et la rhétorique de l'autochtonie qu'ils déploient : ils seraient de « vrais » Congolais, au contraire des « allochtones », arrivés sur le territoire national par des vagues d'immigration plus récentes.

Cette importance accordée à l'autochtonie s'explique par les circonstances de leur création. Une partie d'entre eux est née au début des années 1990, dans les zones rurales du Nord-Kivu, mobilisée autour de litiges fonciers et de la contestation de certains pouvoirs coutumiers. Mais ils ont surtout pris de l'ampleur à partir de 1996, se constituant en réaction aux incursions militaires des voisins rwandais et ougandais. Ils ont ensuite pu prospérer parce que le pouvoir en place à Kinshasa les a soutenus financièrement et militairement – trop heureux de trouver en eux d'autoproclamés défenseurs du territoire congolais, alors que l'armée nationale, qui venait d'être défaite par Kabila et ses troupes, se reconstruisait à peine.

Comment les rejoint-on ? Parfois aussi simplement qu'en commençant, enfant, par jeter des pierres sur le convoi d'un groupe armé étranger. Nombreux sont les combattants, aujourd'hui adultes, à raconter comment tout ça a commencé « presque comme un jeu ». Ils le disent eux-mêmes : il y a eu dans certains engagements dans la voie des armes non pas de l'insouciance, car les circonstances sont trop tragiques, mais une forme d'inconscience. Jamais ils n'auraient imaginé, eux qui ont commencé par défendre leur village auprès de leurs voisins ou leurs camarades de classe, comment, pierre après pierre, attaque après attaque et bataille après bataille, que cette guerre serait aussi longue, et qu'ils en deviendraient des protagonistes de premier plan.

Concernant la composition de ces groupes d'un point de vue sociologique, je peux davantage parler des commandants que des « simples » soldats. L'une des difficultés de ce genre d'enquête, en zone de conflit, est l'accès limité aux sans-grade. Pour s'assurer d'être protégée dans ses déplacements, il faut en effet passer directement par l'état-major de ces groupes insurgés. Et ces chefs sont très réticents lorsqu'il s'agit de s'entretenir avec leurs troupes : on est rapidement soupçonné d'être enquêtrice de la CPI, membre d'une ONG tentant de recenser les cas d'enfants-soldats... J'ai, par la force des choses, croisé ces combattants – notamment lors des longues marches pour accéder à leurs quartiers généraux – mais je n'ai pas pu mener de grande enquête qualitative sur leurs trajectoires. Quant à ces chefs, justement, leurs profils sont variés : anciens cultivateurs, éleveurs, mais aussi petits commerçants. Les branches politiques de ces groupes comptent parfois des très diplômés : j'ai croisé au fin fond du maquis congolais des avocats ou des profs d'université, qui avaient troqué la correction de copies pour la rédaction de tracts de revendications... Un aspect marquant de leur parcours, que je détaille dans le livre, est la porosité de ce monde militaire avec le monde humanitaire.

Enfin, la question sur les fétiches est intéressante, mais je serai bien en peine d'y répondre. Je raconte dans mon livre l'enthousiasme d'un berger devenu colonel, Abdou, lorsqu'il se souvient de sa première initiation aux pouvoirs de ces gris-gris. Il s'exclame : « Après [cette] expérience, nous étions contents, nous étions fiers, et nous avons commencé à combattre l'ennemi ». Mais s'il n'avait pas été initié à ces fétiches, n'aurait-il pas trouvé cette fierté et ce courage ailleurs – dans une croyance religieuse, une idéologie, ou plus simplement dans le sentiment de protéger sa famille d'un danger imminent ? Savoir que ces « anti-balles » sont très répandus est une chose, pouvoir dire si leur existence a une part déterminante dans le choix de prendre les armes en est une autre.

CT : L'un des points forts de ton ouvrage est d'avoir mis en évidence la porosité des frontières entre les groupes d'auto-défense et le monde des ONG. De nombreux combattants font parallèlement carrière dans les groupes d'auto-défense et dans les ONG, tandis que certaines ONG fournissent des armes aux combattants pour négocier l'accès à certaines zones de conflits. Ces affirmations sont particulièrement fortes et te conduisent à soulever la question suivante : « Les ONG ne contribuent-elles pas tout de même, par leur présence, à prolonger la guerre ? » (p. 239) Quels sont les éléments matériels qui te permettent de tirer ce type de conclusions ?

À vrai dire, je ne suis pas la première à poser cette question. Lorsque la section française de Médecins sans frontières se retire des camps de réfugiés rwandais au Zaïre à la fin 1994, expliquant que l'aide humanitaire qu'elle y distribuait permettait aux ex-génocidaires qui s'y trouvaient de reconstituer leurs forces, elle pose cette même question. Lorsque le politiste Marc-Antoine Pérouse de Montclos écrit en 2001 un livre intitulé *L'Aide humanitaire, aide à la guerre ?*, il pose cette même question.

En période de guerre, une partie des aides distribuées revient inéluctablement dans les mains des groupes armés par l'effet des liens de parenté et par le biais des systèmes de taxes sur les civils prélevées par ces mêmes groupes. C'est une question bien connue des humanitaires, et assez redoutable : jusqu'où faut-il aller pour accéder à des zones où des personnes ont besoin d'aide ? Jusqu'à quel point faut-il discuter avec les groupes armés ? Jusqu'à quel point faut-il accepter qu'ils récupèrent une partie de l'aide ? Je n'ai pas de réponse. Je regrette juste que ces questions soient si peu publiquement débattues.

Dans mon livre, j'ajoute une autre dimension à ce constat : je détaille comment certains Congolais travaillent en même temps comme humanitaires et comme membres de groupes armés. Cela va du porte-parole de groupe mayi mayi qui a fondé sa petite association de développement rural au combattant qui a été embauché comme chauffeur d'une ONG internationale. Et c'est finalement assez logique : il y a beaucoup de compétences et de capitaux (au sens sociologique du terme) communs à ces activités en apparence opposés. Avoir un bon niveau de français permet à la fois de pouvoir interagir avec des expatriés, mais aussi de rédiger des communiqués de revendications. Avoir une bonne connaissance physique et géographique d'une région donnée permet de mettre en place des systèmes d'appui à l'agriculture locale, mais aussi de monter des embuscades. Lorsque vous savez par ailleurs que les deux secteurs qui permettent un semblant d'ascension sociale lorsque l'on est né à l'Est du Congo sont les groupes armés ou l'humanitaire, vous ne faites pas insulte à l'avenir : vous tentez votre chance dans ces deux mondes.

Propos recueillis par Milena Jakšić.

Illustration : photographie Justine Brabant.